

## « Musulmane sociologique »

### Soad Baba-Aïssa \*

Citoyenne française, fille de parents migrants, j'ai choisi de porter la question des droits des femmes, de l'égalité, pour une autre société libérée des rapports de domination, en liant mon combat féministe pour la laïcité, contre le racisme, la xénophobie et les inégalités sociales. Je suis consciente qu'être femme binationale, migrante ou exilée, induit rapidement le combat contre l'injustice et les inégalités au sein de la famille et de la société française. La lutte est rude, ardue mais légitime. Elle devient de plus en plus légitime quand la question de la citoyenneté, de la laïcité deviennent des enjeux sociaux et sociétaux pour la liberté.

Est-ce que le seul fait d'avoir vu le jour dans une famille « d'obédience musulmane » doit m'assigner à vie dans cette identité culturelle ? Dois-je être obligatoirement immergée dans une pré-supposée « origine musulmane » comme un marqueur identitaire, un label « d'appellation d'origine contrôlée » ?

L'essentialisation qui consiste à réduire la population française dont les parents sont originaires de pays de tradition musulmane, à notre seule identité culturelle est une entreprise d'asservissement des esprits au profit d'une idéologie réactionnaire.

Ce n'est pas une posture d'affirmer que je refuse d'être enchaînée uniquement à un héritage culturel qui porte atteinte à ma liberté de conscience, à ma liberté d'expression et qui fait abstraction de ma capacité à être sujet politique à part entière attaché aux valeurs universelles.

Comme pour l'ensemble de la société française, dans nos familles, il y a des croyants, des non-croyants, des agnostiques, des athées - même si à la naissance, le hasard a fait

---

\* Militante féministe laïque

que nous soyons nées/nés dans une famille musulmane.

**On ne naît pas musulman ou musulmane, on naît avant tout sujet de droit.**

**Personnellement, je ne suis qu'une musulmane sociologique.**

A partir de mon histoire familiale et mon expérience personnelle, je porte un regard critique sur la névrose colonialiste et les agitations politico-sociales de la société française qui ont, de plus en plus, une influence sur son rapport à la laïcité, aux droits des femmes et à l'égalité citoyenne.

Au fil des ans, je constate que la République française n'a pas totalement résolu sa névrose colonialiste. Elle n'a jamais été tendre avec sa main d'oeuvre immigrée, corvéable à merci tant qu'elle a eu besoin d'elle. 40 ans après la marche pour l'égalité, 10 ans après les émeutes des banlieues de 2005, la situation sociale des habitants-es des quartiers populaires n'a pas changé. Hormis la rénovation des quartiers, les politiques de la ville n'ouvrent pas de réelles perspectives sociales face à un système économique toujours plus inégalitaire. Le constat politique, économique et social est visible et les effets sont dévastateurs : la précarité de l'emploi pour les jeunes et les femmes est supérieure à celle de la moyenne nationale. Quasiment toute l'augmentation du chômage s'est concentrée sur la population des quartiers sensibles. Aujourd'hui, être femme, binationale, migrante originaire du Maghreb ou d'Afrique, et vivre dans une zone urbaine sensible engendre une triple discrimination. Une femme immigrée sur deux est inactive, et pour les femmes les inégalités territoriales sont encore plus criantes en matière d'emploi, de santé, d'éducation et de culture.

Plutôt que de promouvoir la citoyenneté, la laïcité, l'égalité et la justice sociale, la société française s'enfonce dans des agitations politico-sociales où il est de bon ton d'exacerber les identités, de nous enfermer, comme à l'époque coloniale, dans un ghetto social et de nous reléguer en refusant de nous traiter sur le même pied d'égalité que les autres citoyennes français en nous affublant, au gré des périodes, des vocables de « Franco-Algérien », « Franco-Marocain », pour devenir ces dernières années des « Franco-musulmans », va-

riable d'ajustement du curseur électoral des partis politiques français.

Nous sommes confrontés aux discours identitaires dans un contexte où le paysage politique dérive face à la résurgence d'un parti d'extrême droite qui a commis un véritable hold-up sur la laïcité à des fins xénophobes et nationalistes en prêchant la haine et la division des citoyens-ennes. Pendant que ce parti projette son exacerbation de l'identité nationale, la droite braconne sur les terres et les thèses xénophobes de la chef de file du Front national. Ce ne sont pas les propos répugnants des Copé, Buisson, Sarkozy, Morano qui « *assainissent les esprits* » avec leur ministère de l'identité nationale, leur race blanche, leurs racines chrétiennes, leur héritage judéo-chrétien, leur laïcité positive. L'orientation sécuritaire et xénophobe de leur discours politique opportuniste et d'apparence républicaine a banalisé la lepénisation des esprits afin de récolter quelques subsides électoraux.

Ensemble, ils sont fondamentalement anti-républicains et anti-laiques et dénie la citoyenneté pleine et entière de cette population française, enfants de migrants, en œuvrant à une purification de l'ordre social face à « *ces étrangers* » qui le dégradent <sup>1</sup>. Pour le politiquement correct, les « arabes » sont devenus les musulmans-anes tout en entretenant un amalgame certain avec l'islamisme et le terrorisme. Bien sûr, cette partie de la population française est obligatoirement voleuse, assistée, profiteuse du système français de protection sociale, etc. *Nous allons crever du populisme de cette société française...*

En trompe-l'œil, dans le débat de la citoyenneté s'est imposé le visage de l'identité culturelle. En 1983, lors de la Marche pour l'égalité, femmes et hommes, nous avons marché pour l'égalité des droits, l'égalité citoyenne, la reconnaissance d'une citoyenneté pleine et entière. Nous avons lutté contre la différence des droits, pour un droit à la différence, sans revendication à une appartenance religieuse. Nous n'avons ni marché, ni manifesté en tant que musulmans-es, nous avons

---

1. Chahla Beski. *L'altérité et le prêt-à-penser* : approche sociologique de ce duo contradictoire - article qui reprend l'intervention de Chahla Beski, le 12 juin 2012, à la 10<sup>ème</sup> journée « migrants » qui s'est déroulée à l'Hôpital Avicenne de Bobigny.

battu le pavé, contre l'indifférence, pour être considéré-e-s comme des citoyens-ennes à part entière.

Depuis la fin des années 1980, nous assistons aux atermoiements des responsables politiques de gauche, aux exploitations électoralistes, à l'abandon du référentiel laïque et à l'enlèvement dans le dans le relativisme culturel. Ces hommes et femmes politiques collaborent à notre rappel à l'ordre par les extrémistes religieux et les groupes communautaristes. Ils/elles considèrent, que de tradition islamique, nous sommes avant tout musulman-e. Or, ils/elles ne parlent jamais de jeunes Français d'origine chrétienne ou athée. Alors, pourquoi cette précision à caractère religieux dès lors que des citoyen(ne)s français(es) dont les parents ont immigré en France seraient rattaché-es à une présupposée «appartenance à une communauté religieuse» ?

Leur vision essentialiste et paternaliste a porté atteinte à notre pleine citoyenneté dans leur difficulté à séparer religion et culture, en ne s'interrogeant pas sur l'interaction du religieux avec le social et le politique.

A l'assaut de ce butin idéologique, du penseur musulman populaire cathodique en passant par l'imam médiatique jusqu'aux imams-prédicateurs incultes, les islamistes sont arrivés dans les quartiers populaires et ont exploité le désarroi d'une jeunesse en leur vendant du « référent religieux » comme échappatoire au sentiment d'injustice, car les responsables politiques, de droite comme de gauche, ne répondent pas à leurs revendications d'égalité des droits politiques, économiques et culturels. Ils vont les enfoncer dans un repli identitaire dangereux et les éloigner de la société française dans laquelle ils vivent au nom d'un retour aux valeurs fondées sur leur appartenance religieuse, leur identité musulmane dont il serait interdit de sortir.

Mais qu'en est-il du droit de croire, de ne pas croire, de changer de religion ? Plus qu'hier, se démarquer de cette identité religieuse équivaldrait au reniement de sa religion de naissance, à un changement de conviction ou d'opinion assimilée à de l'apostasie.

En vertu de vieilles traditions tribales, de spécificités culturelles, nous sommes assignés-ées à une identité figée. Notre liberté de conscience et notre attachement à la laïcité sont

niées. L'hégémonie de la pensée religieuse, les prescriptions normatives axées sur les notions « du hallal et du haram »<sup>2</sup> deviennent les éléments clés de notre degré de respectabilité et nous définissent dans la catégorie de bon/bonne musulman-e. Notre affranchissement à tout soutien aveugle au discours communautariste est perçu comme une insoumission à l'ordre familial et à l'ordre communautaire.

Les femmes, les féministes que nous sommes, ne sont empreintes d'aucune naïveté face au retour du religieux et à l'incursion de ces mouvements politico-religieux. Ils n'oeuvrent pas uniquement « au nom de la charité » face aux massacres des politiques néolibérales qui ont créé la désespérance, la pauvreté, la précarité, le chômage et les discriminations des populations. Si nous n'interrogeons pas ce recours au religieux tant sur la place des femmes dans la société que sur le projet politique qu'il nous présente comme alternatif à l'absence de valeurs « morales », à la dislocation des liens familiaux, à la détérioration de la famille, à la « dégénérescence » de la société, nous faisons abstraction de trois éléments : les rapports sociaux de sexe, le retour du religieux dans la sphère politique, la remise en cause du modèle républicain de la laïcité..

Je citerai Chahla Chafik Beski, sociologue et écrivaine<sup>3</sup> : *« Les mouvements politico-religieux hissent la religion au rang d'une idéologie garante de l'ordre sacré toujours menacé par les éléments hors-normes. Ce n'est pas par hasard si, dans toutes ces visions, la question de la pureté tient une place importante. Il s'agit d'une pureté au service de l'ordre... Quand on regarde de plus près les pays où, au nom du cultuel, on justifie les inégalités sexuées, l'on voit clairement qu'il existe une relation directe entre l'ordre culturel et cultuel dominant et l'ordre politique autoritaire. En fait, le système autoritaire (qu'il soit dirigé par un roi ou par un chef) repose sur une hiérarchisation des rôles sociaux prédéfinis par le recours aux traditions dont la source de légitimation provient des instances méta-sociales (pouvoirs ancestraux ou Dieu). L'avènement de l'ère démocratique,*

2. C'est-à-dire du licite et de l'illicite

3. Chahla Beski, Op cit.

*tout en déstabilisant cet ordre, a posé et continue à poser la dialectique altérité/identité de manière bien plus complexe ».*

Lorsque nos familles ont émigré pour des raisons économiques ou se sont exilées pour des raisons politiques, elles ont connu une perte de repères par rapport aux pays dont elles étaient originaires. Elles ne connaissaient pas ou peu le pays d'accueil et elles ont dû s'adapter à un nouveau mode de vie. Dans les situations d'immigration, d'exil, les femmes et les hommes ont tendance à aller rechercher celles et ceux qui leur ressemblent, qui parlent leur langue, qui partagent leur culture.

De l'image figée et mythifiée du pays d'origine, les traditions familiales patriarcales et les codes religieux nous ont imposé l'ordre communautaire où aucun élément étranger ne doit venir violer l'unité de la communauté. En fantasmant sur un corps social homogène de la communauté<sup>4</sup>, les jeunes filles et les femmes sont les premières victimes de cet **ordre communautaire** et de sa vision patriarcale de la société qui définit les rôles masculins et les rôles féminins. En conséquence, les contacts avec les personnes de la société française sont considérés comme ayant des influences mal-faisantes sur la moralité, l'honneur de la communauté. Les groupes communautaristes vont exacerber cette « identité »<sup>5</sup> qui suppose une allégeance aux lois du clan, un attachement indéfectible à la culture d'origine, obligatoirement musulmane. Il est fait abstraction de l'individualité, des aspirations personnelles des femmes comme des hommes à vivre différemment et à s'émanciper de la communauté.

Chahla Chafik donne une définition très juste de cet ordre communautariste : « *La projection de l'ordre communautariste passe d'ailleurs toujours par l'instauration d'une hiérarchisation sexuée garante de l'ordre autoritaire* »<sup>6</sup>.

Si ne pas imposer l'acculturation est louable, il est fondamental de rappeler que les cultures sont évolutives et dynamiques et que le respect du principe de l'égalité entre les

---

4. Ibid.

5. Christian Bennamar, *Coparentalité sans conjugalité*, 2011, Éditions Mon Petit Éditeur.

6. Chahla Beski, op cit.

femmes et les hommes doit se poser dans toutes les communautés, raison pour laquelle la laïcité a un sens, elle est la seule valeur qui fonde la citoyenneté. Le modèle de citoyenneté démocratique reconnaît l'existence des communautés et leur droit d'exister et de se développer en toute liberté mais il va à rencontre du communautarisme, synonyme de repli identitaire. La manipulation des concepts par les communautaristes du respect des minorités, du respect des cultures, des traditions, et bien évidemment des droits et de la liberté de la religion de l'autre, porte trop souvent atteinte aux droits des femmes, à leur dignité et à leur liberté.

Le pouvoir religieux n'a jamais accepté la désaffection de « sa fille aînée » lorsque que la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905, en France, a reconnu le principe de la liberté de conscience, de la séparation du politique et du religieux en donnant naissance au sujet-citoyen-enne. En Europe, ce sont les luttes des humanistes, des féministes qui ont permis de s'affranchir de l'emprise de l'Église catholique dans la législation et d'aboutir à des lois civiles pour le mariage, le divorce, la filiation, etc. Le principe de laïcité maintient donc la religion dans sa fonction spirituelle et évite son incursion et ses débordements dans les domaines politiques, sociaux, culturels par les mouvements politico-religieux (extrémismes chrétien, islamique ou judaïque). La laïcité préserve l'égalité de traitement des croyants et des non croyants, même si elle ne règle pas tous les problèmes, au sein de nos sociétés. Elle est un rempart pour les droits et la liberté des femmes, un pilier des droits humains et de la paix civile. Lorsque l'autorité religieuse ne veut rien entendre quant à la juste place des femmes dans la société, à l'évolution des mœurs, il revient à l'État de leur assurer cette justice, de se prémunir des intentions théocratiques qui compromettraient la laïcité et la démocratie de l'État.

**Penser l'émancipation humaine contre le retour offensif des courants nationalistes et religieux ouvertement racistes et sexistes. Non, les femmes ne sont pas des sous êtres humains.**

Dans un tel contexte politique, la question du genre ne doit pas être considérée de manière marginale ou secondaire. Il y a contradiction entre la volonté de l'égalité des sexes et

l'émancipation des femmes, et nous sommes toutes confrontées à des projets de sociétés qui restent profondément « patriarcales » - préservant les valeurs traditionnelles, voire des lois religieuses. Les « pouvoirs patriarcaux », ou les alliances politiques avec les organisations politico-religieuses, mutilent les avancées sociales et sociétales pour les femmes.

Aujourd'hui, nous menons de front nos luttes de femmes, de féministes, de luttes de classe contre tous les mouvements politico-religieux, fondamentalement anti-laïques et anti-républicains qui ne cessent de remettre en cause les droits des femmes et les acquis arrachés de hautes luttes depuis un demi-siècle par les féministes. Elles sont parties en guerre contre l'extrême droite catholique face aux remises en cause des acquis et considèrent à juste titre que celle-ci est dangereuse vis-à-vis des droits des femmes à disposer de leur corps (contraception, avortement, orientation sexuelle...) mais aussi sur les évolutions sociétales comme le mariage pour tous ou la lutte contre les stéréotypes sexistes (remise en cause des ABC de l'égalité).

Comme pour cette extrême droite catholique, nous ne fermerons pas les yeux sur cette obsession de l'identité, du sacré, de la pudeur, largement instrumentalisés par les islamistes et les groupes communautaristes dont les femmes sont victimes dans les quartiers populaires avant tout, en France, en Europe, et partout dans le monde. L'asservissement des femmes va jusqu'à amoindrir leurs droits (institutionnalisation de leur infériorisation à travers les codes de la famille ayant des répercussions sur le territoire français) qui les enferment dans l'espace privé et dont l'enfermement se prolonge dans les codes vestimentaires (fonction sociale et politique bien au-delà de la pudeur). Ils assignent les femmes dans les rôles essentialisés de mère et d'épouse sans égards à leur personne en tant que sujets libres.

**« La liberté n'est ni occidentale ni orientale, elle est universelle »** scandaient les femmes iraniennes lors de la révolution pour manifester contre l'injonction du port du voile.

Dans cette même exigence de rupture vis-à-vis de l'idéologie et du terrorisme islamistes, le bastion progressiste laïque est escamoté par l'aveuglement d'un Occident opportuniste,

qui mène une politique inféodée aux intérêts politiques de quelques pays du Golfe comme l'Arabie Saoudite et le Qatar (idéologues et financeurs de l'islamisme), qui place ses intérêts économiques au-dessus du combat pour la démocratie et les valeurs universelles.

Face à la résurgence de l'extrême droite et de ses alliés politiques et religieux, il est fondamental que nous demeurions vigilants-es et que nous renforçons notre lutte antiraciste et antifasciste. Je crois indispensable que les partis politiques de gauche, les syndicats et les associations qui ont cautionné l'organisation des meetings, à Saint-Denis, du 6 mars 2015 et du 11 décembre 2015, avec les extrémistes musulmans et les groupes communautaristes s'interrogent sur les conséquences, pour les femmes mais aussi pour les hommes, du projet politique qu'ils pensent défendre

La lutte antiraciste, antifasciste et anticoloniale ne peut justifier des telles alliances. Depuis plus de trente ans, les islamistes et les communautaristes avancent en trompe l'œil. Ils habillent leurs discours « pseudo-moderé » dans « de l'alpaga » pour investir les médias et conquérir les esprits de l'opinion publique. Ils instrumentalisent cette fraction de la gauche en France et en Europe en se présentant comme les « nouveaux révolutionnaires » d'une société idéale !

En France, il relèverait de l'autisme et de l'aveuglement de nier le racisme légitimant le délit de faciès, les violences policières, les crimes racistes, les actes antimusulman. L'enlisement du débat sur la déchéance de la nationalité a exacerbé la hiérarchisation entre français-es mais surtout a mis en lumière le déni de citoyenneté aux français-es, nés-es de parents migrants.

En ouvrant un large champ au terme « islamophobie », les islamistes culpabilisent, terrorisent d'abord toutes celles et ceux qui refusent le diktat de leur idéologie. Le prosélytisme des islamistes gangrène les esprits de nos parents trop pieux, il exploite une jeunesse en désarroi et les endoctrine par un discours sur une identité musulmane mythifiée. Dans de nombreuses familles, nous sommes passés de l'islam populaire à l'islam populiste. Depuis 1989, les islamistes n'ont pas été à l'aune d'une révolution culturelle qui aurait aboli les inégalités et apporté de nouvelles perspectives sociales à

cette partie de la population française qu'ils disent défendre. Bien au contraire, ils sont porteurs de régression sociale, sociétale et d'inégalité entre les sexes.

Je refuse le terme d'« islamophobie » qui sert à discréditer les progressistes, les féministes que nous sommes lorsque nous revendiquons le respect des valeurs universelles, la liberté de conscience et défendons le principe de laïcité. Ils tentent de bâillonner nos velléités d'opposition vis-à-vis de l'islamisme. Dans le monde, les femmes savent que la laïcité est le seul cadre politique dans lequel peut se construire l'égalité et donc leur liberté. Elles s'opposent fermement aux mouvements politico-religieux de tous bords, aux groupes communautaristes et au relativisme culturel « cultivant le mythe » que la laïcité est une exception française. Les femmes demeurent les premières victimes des archaïsmes et des fanatismes religieux. La laïcité est de portée universelle.

Je refuse le terme d'« islamophobe » derrière lequel certains et certaines seraient tenter de trouver une justification au meurtre odieux des journalistes de *Charlie Hebdo* en janvier 2015. Il est urgent de se souvenir et de tirer les leçons de ce qui s'est passé en Algérie. Les islamistes employaient le terme de « *koufar* »<sup>7</sup> pour justifier les assassinats des poètes, écrivains, journalistes, intellectuels-elles, féministes et de toutes les personnes qui s'opposaient à leur inquisition, à leur projet politique. Un émir du GIA (Groupe islamique armé) avait décrété froidement en 1992 : « *ceux qui combattent l'islam par la plume périront par la lame* ». La lutte contre l'intégrisme islamiste et le terrorisme est une lutte pour les droits humains. Ne pas le comprendre serait négliger la portée politique du combat des progressistes et des féministes et sous-estimer l'intégrisme islamiste.

Autant se poser les bonnes questions et ne pas occulter la responsabilité réelle des 40 années de rouleau compresseur néolibéral qui ont violenté les classes populaires sans distinction d'appartenance culturelle. Aujourd'hui, sous prétexte de crise économique, les politiques néolibérales sont à l'œuvre et ont besoin d'alliés objectifs : elles impliquent de remplacer le principe de solidarité des services publics et de

---

7. Le terme *koufar* signifie mécréants

la protection sociale par l'appel au secteur privé à but lucratif ou à la charité des communautés. Par l'intermédiaire du champ social, ces politiques ont ouvert un boulevard dans le champ idéologique aux communautés religieuses ; la charité ne peut tenir lieu de politique sociale, ni de service public.

La laïcité et la justice sociale sont indissociables car elles œuvrent à ce qui est commun à nous toutes et tous pour un égal accès à l'éducation, à la santé, à la culture sans se soucier de notre identité ou de notre appartenance à une communauté.

Pour comprendre les alliances des forces libérales et des tenants du pouvoir religieux, le cas de la Pologne, pays européen, est édifiant : « *Depuis 1989, nous assistons à un processus de dé-laïcisation continue du droit polonais et de la cléricatisation rampante dans tous les domaines de la vie en Pologne. Après la chute du régime dit communiste les rapports entre l'Église dominée et l'État dominant ont été inversés. La notion de laïcité associée au régime vaincu devient un symbole du mal. La droite alliée de l'Église répand deux stéréotypes opposés: athée=communiste=traître à la Patrie (l'athéisme aurait été apporté sur les baïonnettes de l'Armée Rouge) et bon Polonais=bon catholique* <sup>8</sup>. »

Les étapes de dé-laïcisation par les lois : changement des lois « confessionnelles » (1989), loi sur l'éducation en 1991 qui introduit la catéchèse et le respect des valeurs chrétiennes comme une directive fondamentale du système d'éducation à l'école publique, le Concordat, (1993), la loi anti-avortement (1993), la nouvelle Constitution (1997), l'opposition de l'Épiscopat polonais à ce que les principes de séparation de l'Église et de l'État, de la laïcité ou neutralité de l'État soient inscrits dans la Constitution. C'est le principe de l'autonomie et de l'indépendance réciproque qui les remplace. Comme l'explique Nina Sankari dans son article, il semble que l'« impartialité » soit à sens unique : « *l'État polonais ne peut se mêler des affaires de l'Église sauf à financer les activités religieuses des églises. Par contre l'ingé-*

---

8. Nina Sankari, *Pologne : 25 ans à l'ombre de l'Église*, 13 octobre 2014, Mairie du 6ème arrondissement, Lyon 4ème quinzaine de l'égalité femmes-hommes, Région Rhône-Alpes.

*rence de l'Église dans les affaires de l'État est omniprésente ».*

Le cas polonais nous montre, qu'en France, nous pouvons courir le même danger lorsque des hommes et des femmes politiques, des responsables religieux, des philosophes... parlent de la redéfinir ou de revenir sur ce principe jugé ringard, déconnecté du contexte d'aujourd'hui... L'objectif est bien de légitimer la présence du religieux dans les institutions publiques. Cette imposture intellectuelle consiste à re-confessionnaliser les institutions donc à engendrer un processus de dé-laïcisation de l'État français. Au niveau international, européen et national, les tactiques politiques avec les tenants du pouvoir religieux manœuvrent pour remettre en cause la loi 1905 et abattre le modèle républicain de la laïcité. Si leur objectif est de s'ouvrir sur le modèle politique du multiculturalisme, il vise ainsi à diviser les forces sociales, à sabrer les acquis de cette formidable conquête sociale qu'est la laïcité. C'est un véritable danger pour les droits des femmes, pour la justice sociale, pour la démocratie.

Si la France a failli dans son rôle de République sociale et laïque en favorisant la montée des intégrismes religieux et du communautarisme, le projet politique multiculturaliste ne peut pas être considéré comme une alternative politique. Il serait même une grave atteinte à la construction d'une démocratie égalitaire où aucune inégalité ou forme de racisme ne pourraient être admises.

Comme un grand nombre de mes concitoyens-ennes français-es, « enfants de migrants-es », je crois à la promesse du modèle laïque républicain. Mais la démocratie française se meurt d'une élite héréditaire et de professionnels de la politique qui manquent de courage politique : la démocratie ne peut être un espace fermé et nombriliste. La démocratie égalitaire requiert que toutes les questions d'égalité et de justice sociale soient au rendez-vous de la République sociale et laïque. Il est temps de passer des promesses aux actes pour une égalité réelle : une politique sociale et sociétale visant à abolir toutes les inégalités et l'ethnicisation des rapports sociaux.

**La citoyenneté doit primer sur l'identité culturelle.**